



asie

Singapour. À quel prix partager l'eau ?

La cité-État dépend en grande partie de la Malaisie voisine pour ses ressources en eau, qu'elle achète à un prix dérisoire. Kuala Lumpur veut remettre en cause le statu quo.



—The Malay Mail Online
Kuala Lumpur (extraits)

L'eau. Un besoin fondamental pour la vie telle que nous la connaissons. Le corps humain, comme tout enfant le sait, est composé de plus de 60 % d'eau. Théoriquement, un adulte devrait consommer en moyenne deux litres d'eau par jour. L'équation est simple : pas d'eau, pas de vie. Ce fait élémentaire pose un réel problème à Singapour, qui ne dispose pas de suffisamment d'eau (douce, j'entends) pour couvrir ses besoins.

En soi, cela n'a rien de très surprenant, puisque nous sommes une toute petite île sans grandes ressources aquifères ou lacs naturels, alors que la population frise aujourd'hui les 6 millions d'habitants. Or, du fait de notre niveau d'industrialisation élevé, nous avons d'énormes besoins en eau, non seulement pour la consommation humaine mais aussi pour l'industrie. Singapour absorbe

quotidiennement près de 450 millions de gallons [2 millions de mètres cubes] d'eau – un volume colossal, qui équivaldrait à vider 500 piscines olympiques chaque jour ! Cette pénurie d'eau n'a rien de nouveau à Singapour, et nous avons toujours résolu le problème en important de l'eau de Malaisie, notre "grand frère" riche en ressources hydriques.

Accord. Bien avant l'indépendance, l'administration coloniale britannique avait entrepris de capter les eaux de l'État de Johor [dans le sud de la Malaisie] pour alimenter Singapour. Puisque à l'époque ils étaient maîtres à la fois de Singapour et de la Malaisie, les Britanniques pouvaient répartir les ressources à leur gré. Mais quand les deux entités sont devenues indépendantes de l'Empire [en 1963], puis se sont séparées pour former deux États distincts, en 1965, la situation s'est singulièrement compliquée : la minuscule cité-État dépendait de la

Malaisie pour son approvisionnement en eau.

Fort heureusement pour nous, des accords signés en 1961 et 1962 ont garanti à Singapour un approvisionnement suffisant en eau de l'État malais de Johor. Le traité de 1961 autorisait Singapour à puiser 86 millions de gallons [390 000 m³] par jour dans les différents réservoirs de Johor, jusqu'en 2011 ; celui de 1962 attribuait à Singapour le droit de pomper quotidiennement 250 millions de gallons [1,4 million de mètres cubes] dans la rivière Johor, et ce jusqu'en 2062.

Le Premier ministre Mahathir Mohamad a dénoncé le prix absolument "ridicule" concédé à Singapour.

Ces deux textes fixaient le prix qui serait facturé à Singapour : 3 sens malais [0,0065 €] pour 1 000 gallons [4,5 m³]. Ces traités de fourniture en eau revêtaient une telle importance vitale pour la cité-État qu'ils ont été dûment validés par l'ONU dans le cadre de l'accord d'indépendance de Singapour signé le 9 août 1965, par lequel l'île quittait officiellement la fédération de Malaisie.

Dans un premier temps, tout semblait bien se passer : Singapour a investi dans l'entretien des réservoirs et des installations d'adduction de Johor, revendant son eau traitée à l'État de Johor au tarif fixé par l'accord de 1962 : 50 sens [0,11 €] pour 1 000 gallons. Mais dans les années 1990, les choses ont commencé à se gâter.

La Malaisie, frappée de plein fouet par la crise financière de 1998, avait besoin d'argent, et le gouvernement de Singapour lui a tendu la main en lui proposant un plan d'aide financière et d'investissement, dont l'une des clauses prévoyait de prolonger les contrats de fourniture d'eau au-delà de leurs échéances respectives de 2011 et de 2062.

Finalement, Kuala Lumpur n'a pas accepté toutes les dispositions du plan d'aide de Singapour. Les deux pays ont poursuivi leurs négociations sur la question de l'eau pendant quelques années : la Malaisie souhaitait réévaluer le prix dérisoire de 3 sens les 1 000 gallons.

Tandis que les négociations patinaient, Singapour a entrepris d'accroître massivement et rapidement ses propres capacités de stockage en creusant des bassins de collecte et en construisant des usines de dessalement d'eau de mer. En 2011, l'accord de 1961 qui autorisait Singapour à puiser 390 000 m³ d'eau par jour dans les réservoirs de Johor est arrivé à expiration. Fort heureusement, l'île pouvait encore se rabattre sur le traité de 1962, qui lui assurait une fourniture quotidienne de 1,4 million de mètres cubes jusqu'en 2062.

Pendant quelques années, tout s'est bien passé. Les législatives de 2018 en Malaisie ont changé la donne : quelques semaines de peine après son retour au pouvoir, le Premier ministre Mahathir Mohamad a dénoncé le prix absolument "ridicule" de 3 sens concédé à Singapour. Force est de reconnaître que, de nos jours, il est impensable d'avoir quoi que ce soit pour

3 sens, mais le gouvernement de Singapour a fait valoir que c'était une affaire de droit et de principe.

De fait, l'accord de 1962 est toujours en vigueur et ne peut tout bonnement pas être révisé. Pour leur défense, les autorités singapouriennes soulignent que si la Malaisie peut augmenter le prix de l'eau à son gré, la cité-État sera totalement vulnérable aux caprices de la classe politique malaisienne.

Cet argument est tout aussi valable. Le tarif de 3 sens peut certes sembler être une bonne affaire pour la cité-État, mais c'est pour elle une question de survie. Dans la mesure où elle ne peut assurer aujourd'hui que 50 à 60 % de ses besoins en eau, elle a toujours besoin de s'approvisionner dans les réserves de Johor.

Prix. La solution consisterait de toute évidence à négocier un nouvel accord de fourniture durable, qui tienne compte aussi bien des besoins de Singapour que du fait que la Malaisie brade une ressource de valeur pour rien. Or cela reviendrait à donner un prix à ce qui, par définition, est inestimable : l'eau. On a suggéré d'indexer ou de lier le tarif au coût de l'eau produite par les nouvelles usines de dessalement de Singapour. Ce qui pourrait paraître cohérent, mais en ce cas la facture d'eau de Singapour s'envolerait, passant de 3 sens à plusieurs ringgits pour 1 000 gallons.

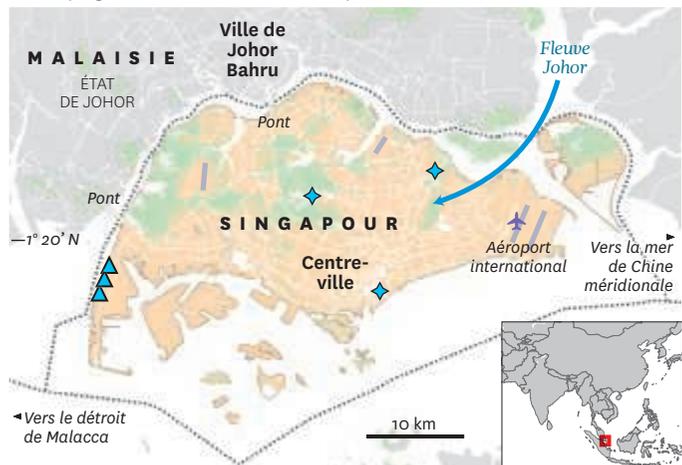
Si la Malaisie et Singapour ne parviennent pas à un compromis, ce n'est pas tant une guerre de l'eau qui les attend qu'un divorce pur et simple, car Singapour mobilisera toutes ses ressources pour assurer son autosuffisance.

Ce scénario renchéirait le prix de l'eau pour les Singapouriens et retirerait quelque chose que les deux pays partagent. Personnellement, le fait que la moitié de l'eau que je consomme vienne de Malaisie n'a rien pour me déplaire – cela nous relie à la péninsule et à notre patrimoine commun. En tant que voisins, nous devons coopérer et nous développer ensemble – si nous ne pouvons pas partager l'eau, comment pourrions-nous commencer à bâtir une relation qui nous permette de prospérer dans la région et à l'échelle du monde ?

—Surekha A. Yadav
Publié le 10 mars

L'approvisionnement en eau douce à Singapour

→ Captage de l'eau du fleuve ◆ Principaux réservoirs ▲ Usine de dessalement



SOURCES : OPENSTREETMAP, CONTRIBUTORS, LEFETIJOURNAL.COM